



Mémoire d'Entente sur la Conservation des Oiseaux de Proie Migrateurs d'Afrique et d'Eurasie (MdE Rapaces)

Distribution : Générale

CMS/Raptors/MoS1/
Doc.12.1

22 novembre 2012

Original : Anglais

1^{ÈRE} RÉUNION DES SIGNATAIRES
Abou Dhabi, EAU, 9-11 décembre 2012

STRATÉGIES NATIONALES ET RÉGIONALES

Préparé par l'Unité de coordination intérimaire du MdE Rapaces

Lignes directrices pour la préparation de stratégies nationales ou régionales de conservation et gestion en faveur des rapaces

1. Conformément aux dispositions du paragraphe 12 du Mémoire d'Entente sur la Conservation des Oiseaux de Proie Migrateurs d'Afrique et d'Eurasie (MdE Rapaces)¹, « Dans les deux ans suivant l'entrée en vigueur du présent mémoire d'entente, les Signataires auront pour objectif de préparer et soumettre à l'Unité de coordination intérimaire, le cas échéant, une stratégie nationale ou régionale (par ex. UE) ou des documents équivalents (par ex. des plans d'action par espèce) pour les espèces de la Catégorie 1 et, le cas échéant, de la Catégorie 2 du Tableau 1 du Plan d'action. »
2. Le paragraphe 16 du MdE précise que : « L'Unité de coordination mettra à disposition de tous les Signataires, toutes les stratégies et documents équivalents qu'elle reçoit ».
3. En juillet 2010, un premier avant-projet de lignes directrices avait été élaboré et diffusé par l'Unité de coordination intérimaire dans le but de proposer un modèle standard pour l'élaboration des stratégies nationales ou régionales de conservation et de promouvoir une planification stratégique pour la conservation des rapaces et, par la suite, sa mise en œuvre.
4. Au cours d'une longue période de consultation, les Signataires suivants ont contribué à l'avant-projet : la Hongrie, Madagascar, le Maroc, les Pays-Bas, le Pakistan, le Togo, Les Émirats arabes unis et le Royaume-Uni. De plus, la Royal Society for the Protection of Birds (RSPB), Royaume-Uni, ainsi qu'un expert indépendant ont également fourni de précieux commentaires.
5. Sur la base de ces commentaires, l'avant-projet original a été entièrement revu et modifié. Une consultation plus restreinte a été menée en mai 2012 pour cette deuxième version, résultant en de nouvelles améliorations suggérées par les Émirats arabes unis, le Royaume-Uni, BirdLife International (Belgique) et la RSPB (Royaume-Uni).
6. Une fois ces derniers amendements intégrés, la version finale des *Lignes directrices pour la préparation de stratégies nationales ou régionales de conservation et de gestion en faveur des rapaces* (CMS/Raptors/MoS1/Inf. 12) a été diffusée aux Signataires et publiée sur le site web du MdE Rapaces en juin 2012. Le document est structuré en neuf chapitres principaux – Introduction, Informations générales, Évaluation biologique, Approche pour la conservation, Sources de financement existantes et potentielles, Conclusions, Recommandations supplémentaires, Références bibliographiques, et Annexes contenant des tableaux de synthèse des données. Un formulaire vierge est également proposé dans un document séparé afin de faciliter la procédure de développement de stratégie par les Signataires.

¹ Le MdE Rapaces est entré en vigueur le 1^{er} novembre 2008.

7. Les Lignes directrices ont été bien reçues par les Signataires. Par exemple, l'Union européenne a émis le commentaire suivant : « *les Lignes directrices [...] fournissent toutes les informations nécessaires actuellement* ».

Élaboration de stratégies nationales ou régionales par les Signataires

8. Au moment de la publication des Lignes directrices, l'Unité de coordination intérimaire a écrit à tous les Signataires pour obtenir des informations actualisées sur l'avancée de l'élaboration de leurs stratégies nationales ou régionales.

9. Seize Signataires ont répondu et leurs réponses sont présentées en annexe 1.

10. **Madagascar** a confirmé qu'une stratégie nationale de conservation des rapaces avait été élaborée. L'Unité de coordination intérimaire est dans l'attente d'une copie de ce document. La **Hongrie** a fourni un rapport détaillé sur le travail considérable déjà entrepris, en particulier en lien avec les plans d'action par espèce. Elle considère que les plans existants répondent pleinement aux exigences du MdE Rapaces, et de ce fait, elle n'envisage pas de préparer de stratégie ni d'autres plans d'action par espèce pour les rapaces.

11. La **France**, la **Guinée**, la **Norvège**, la **Mongolie**, la **Slovaquie** et les **Émirats arabes unis** ont signalé que le travail relatif à l'élaboration de leurs stratégies nationales avait commencé. La **France** et la **Guinée** ont prévu que leurs documents soient finalisés pour la 1^e Réunion des Signataires en décembre 2012. L'**Angola**, l'**Allemagne** et le **Pakistan** ont pour leur part fait connaître leur intention d'intégrer des mesures de conservation des rapaces dans leurs Stratégies et Plans d'action nationaux sur la biodiversité (SPANB).

12. La **Commission européenne** a confirmé qu'une Stratégie régionale pour l'Union européenne et ses États membres est prévue. Une procédure de consultation a commencé et il est prévu que la stratégie de l'UE soit finalisée avant la fin de 2013, c.-à-d. dans les deux années suivant la signature du MdE Rapaces (22 novembre 2011). Le **Pays-Bas** et le **Royaume-Uni** ont confirmé qu'ils contribueraient à la stratégie régionale de l'UE.

13. Une assistance technique et/ou financière a été demandée par le **Congo**, la **Guinée**, la **Mongolie** et le **Sénégal** afin de les assister dans la préparation de leurs stratégies nationales.

14. Les stratégies nationales ou régionales constituent les bases fondamentales de la mise en œuvre du Plan d'action du MdE Rapaces. Ces stratégies devraient également proposer des objectifs et des résultats mesurables, afin d'étayer la production des rapports nationaux. Plusieurs Signataires ont demandé des copies de stratégies existantes pour les aider dans l'élaboration leur propre document. L'Unité de coordination intérimaire est prête à diffuser dans les meilleurs délais toute stratégie qu'elle recevra, conformément à l'obligation définie dans le paragraphe 16 du MdE Rapaces.

15. À ce jour (novembre 2012), aucune stratégie n'a été soumise à l'Unité de coordination intérimaire par les Signataires. Le délai de deux ans initialement approuvé (paragraphe 12 du texte du MdE Rapaces) a ainsi été dépassé par la majorité des Signataires, c.-à-d. les 30 États ayant signé avant novembre 2010. Les 10 Signataires restants ont signé le MdE Rapaces dans les 12 derniers mois.

Action requise :

La Réunion est invitée à se pencher sur la manière de promouvoir une planification stratégique effective définie par les Signataires, comme prévu par le MdE Rapaces. Les questions clés sont les suivantes :

- a) Quelles sont les principales causes de retard dans l'élaboration par les Signataires des stratégies nationales ou régionales ?
- b) Quelles actions doivent être menées, et par qui, pour résoudre ces problèmes ?

- c) Quels mécanismes peuvent être mis à disposition des Signataires pour les soutenir dans cette procédure de planification stratégique d'une importance fondamentale ?
- d) Envisager de définir de nouveaux délais pour l'élaboration des stratégies nationales ou régionales par les Signataires et leur soumission à l'Unité de coordination.
- e) Envisager de charger le Groupe technique consultatif (si établi) de veiller à ce que les futures exigences en matière de rapport soient directement en lien avec la procédure de planification stratégique.